



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 66.611/2
du 28 octobre 2019

advies 66.611/2
van 28 oktober 2019

sur

over

un projet d'arrêté royal
'modifiant l'arrêté royal du
25 mars 2003 relatif aux cartes
d'identité et l'arrêté royal du
19 avril 2014 relatif aux cartes
d'identité délivrées par les
postes consulaires de carrière'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot wijziging van het
koninklijk besluit van
25 maart 2003 betreffende de
identiteitskaarten en het
koninklijk besluit van
19 april 2014 aangaande de
identiteitskaarten afgegeven
door de consulaire
beroepsposen'

Le 2 octobre 2019, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 25 mars 2003 relatif aux cartes d'identité et l'arrêté royal du 19 avril 2014 relatif aux cartes d'identité délivrées par les postes consulaires de carrière'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 28 octobre 2019. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Wanda VOGEL et Patrick RONVAUX, conseillers d'État, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Laurence VANCRAVEBECK, première auditrice.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 28 octobre 2019.

*

Op 2 oktober 2019 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 maart 2003 betreffende de identiteitskaarten en het koninklijk besluit van 19 april 2014 aangaande de identiteitskaarten afgegeven door de consulaire beroepsposten'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 28 oktober 2019. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Wanda VOGEL en Patrick RONVAUX, staatsraden, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Laurence VANCRAVEBECK, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 28 oktober 2019.

*

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. L'article 6, § 2, alinéa 3, 8°, de la loi du 19 juillet 1991 'relative aux registres de la population, aux cartes d'identité, aux cartes des étrangers et aux documents de séjour' prévoit, parmi les informations à caractère personnel lisibles de manière électronique sur la carte d'identité, « l'image numérisée des empreintes digitales de l'index de la main gauche et de la main droite du titulaire, ou en cas d'invalidité ou inaptitude, d'un autre doigt de chaque main » et charge le Roi de déterminer « les conditions et modalités de capture de l'image numérisée des empreintes digitales ».

En cas d'invalidité ou d'inaptitude, cette disposition se contente donc de prévoir la possibilité de relever les empreintes d'autres doigts que les index, sans évoquer la possibilité de délivrer des cartes d'identités sans empreintes digitales.

L'article 3, § 5, en projet de l'arrêté royal du 25 mars 2003 'relatif aux cartes d'identité' (article 4, 10°, du projet) instaure par contre un régime de dispense de relevé d'empreintes digitales, soit définitif pour les personnes « dont il est en permanence physiquement impossible de relever les empreintes digitales », soit temporaire « lorsqu'aucun des doigts du demandeur ne peut temporairement faire physiquement l'objet d'un relevé d'empreintes digitales ». L'autorité communale est chargée d'apprécier le caractère manifeste de l'impossibilité et, en cas de doute, un certificat médical daté de moins d'un mois doit être produit.

La question se pose de savoir si un tel régime de dispense, qui n'a pas été prévu explicitement par le législateur et pour lequel le Roi n'a donc reçu aucune habilitation, peut être prévu dans l'arrêté en projet sur la base du pouvoir général d'exécution reconnu au Roi par l'article 108 de la Constitution. Selon cette disposition,

« le Roi fait les règlements et arrêtés nécessaires pour l'exécution des lois, sans pouvoir jamais ni suspendre les lois elles-mêmes, ni dispenser de leur exécution ».

Dans ce cadre, le Roi doit dégager de l'économie générale de la loi les conséquences qui en dérivent naturellement, sans pouvoir ni en étendre ni en restreindre la portée et ce, d'après l'esprit qui a présidé à sa conception et les fins qu'elle poursuit ¹.

Si le législateur n'a pas expressément prévu de dispense dans l'hypothèse où il serait physiquement impossible de relever toute empreinte digitale, il ne peut toutefois pas être conclu de ce silence la volonté d'exclure une telle possibilité ni l'interdiction qui aurait été faite au Roi d'en préciser les contours. D'une part, il peut en effet être déduit de l'habilitation faite au Roi de déterminer « les conditions et modalités de capture de l'image numérisée des empreintes digitales » que le législateur souhaitait que le Roi puisse préciser le régime applicable. D'autre part, il ressort des travaux parlementaires de la loi du 25 novembre 2018 que le législateur entendait également tenir compte des évolutions en cours au niveau européen ². Or, la section de législation constate à cet égard que le règlement (UE) 2019/1157 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 'relatif au renforcement de la sécurité des cartes d'identité des citoyens de l'Union et des documents de séjour délivrés aux citoyens de l'Union et aux membres de leur famille exerçant leur droit à la libre circulation', qui sera d'application à partir du 2 août 2021, prévoit des hypothèses de dispenses définitives et temporaires en cas d'impossibilité physique de relever les empreintes digitales ³.

Dans ce contexte, il peut être admis que le Roi organise un système de dispense en cas d'impossibilité physique de relever les empreintes digitales, en se fondant sur l'article 108 de la Constitution combiné avec l'article 6 de la loi du 19 juillet 1991.

Le préambule sera dès lors complété par un nouvel alinéa 1^{er} visant l'article 108 de la Constitution.

2. Conformément à l'article 22 de la Constitution, tout traitement de données à caractère personnel et, plus généralement, toute atteinte au droit à la vie privée, sont soumis au respect d'un principe de légalité. L'ingérence dans l'exercice du droit au respect de la vie privée doit être définie en des termes clairs et suffisamment précis qui permettent d'appréhender de manière prévisible les hypothèses dans lesquelles le législateur autorise une pareille ingérence. Toute ingérence dans le droit au respect de la vie privée doit en outre reposer sur une justification raisonnable et être proportionnée aux buts poursuivis par le législateur ⁴.

¹ Cass., 18 novembre 1924, *Pas.*, 1925, I, p. 25 et 23 septembre 1993, *Pas.*, 1993, I, p. 744 ; voir aussi, par exemple l'avis n° 59.732/2/V donné le 24 août 2016 sur un projet d'arrêté royal 'déterminant à l'entreprise public autonome Belgocontrol, les conditions d'octroi d'une disponibilité avec traitement d'attente et d'un congé préalable à la pension avec traitement d'attente' (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/59732.pdf>).

² Voir le rapport de la Commission, *Doc. parl.*, Chambre, 2018-2019, n° 3256/3, pp. 30 et 31.

³ Selon l'article 3, paragraphe 7, alinéa 3, de ce règlement « [l]es personnes dont il est physiquement impossible de relever les empreintes digitales sont exemptées de l'obligation de les donner », tandis que son article 4, paragraphe 3, prévoit la délivrance d'une carte d'identité d'une durée de maximum douze mois « [l]orsqu'aucun des doigts du demandeur ne peut temporairement faire physiquement l'objet d'un relevé d'empreintes digitales ».

⁴ Voir notamment l'avis n° 63.192/2 donné le 19 avril 2018 sur un avant-projet devenu la loi du 30 juillet 2018 'relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel', (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/63192.pdf>) et l'avis n° 63.202/2 donné le 28 avril 2018 sur un avant-projet devenu la loi du 5 septembre 2018 'instituant le comité de sécurité de l'information et modifiant diverses lois concernant la mise en œuvre du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016

En l'espèce, l'obligation de faire figurer les empreintes digitales parmi les données des cartes d'identité lisibles de manière électronique a été prévue par le législateur, à l'article 6, § 2, alinéa 3, 8°, de la loi du 19 juillet 1991 afin, principalement, de lutter contre les fraudes à l'identité⁵. L'arrêt en projet exécute cette disposition en se situant dans la même finalité⁶.

C'est donc au regard de cette finalité qu'il convient d'apprécier la proportionnalité des mesures prévues par le projet d'arrêt. À cet égard, la section de législation relève les difficultés suivantes.

Comme le précise l'Autorité de protection des données⁷, lorsqu'un citoyen consent à la lecture de sa carte d'identité, il n'a aucune garantie que les informations qui sont lues ne sont pas non plus enregistrées. Il convient de compléter le projet à cet égard ou, à tout le moins, que le rapport au Roi précise comment cette difficulté sera rencontrée.

L'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, en projet (article 4 du projet) prévoit la présence d'un code-barres bidimensionnel. Si, à la suite de l'avis de l'Autorité de protection des données, le projet a été complété afin d'indiquer quelles étaient les données auxquelles la lecture de ce code-barres donnerait accès (numéro de registre national, date de naissance, numéro de carte d'identité et date de fin de validité de celle-ci), il reste toutefois en défaut d'indiquer quelles seraient les personnes pouvant y avoir accès et dans quelles circonstances. Compte tenu des données concernées, il ne peut dès lors être exclu que la présence d'un tel code-barres puisse favoriser la fraude à l'identité sur internet, ce qui serait contraire à l'objectif poursuivi.

En effet, ainsi que l'Autorité de la protection des données l'a indiqué en conclusion de l'examen auquel elle a procédé de ces questions⁸

« [l]e risque que le code-barres favorise une fraude à l'identité sur Internet est donc réel et donc contraire à l'objectif poursuivi par l'opération. Dans l'[analyse d'impact relatif à la protection des données] qui a été fournie, aucune attention n'a été accordée à cet aspect, malgré les conséquences potentiellement préjudiciables pour les droits et libertés de la personne concernée »⁹.

relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE' (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/63202.pdf>).

⁵ Voir le commentaire de l'article 27 du projet devenu la loi du 25 novembre 2018 'portant des dispositions diverses concernant le Registre national et les registres de population', *Doc. parl.*, Chambre, 2017-2018, n° 54-3256/1, p. 34, et le rapport fait au nom de la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique, *Doc. parl.*, Chambre, 2018-2019, n° 54-3256/3, pp. 30 et s.

⁶ Voir dans le rapport au Roi, les explications fournies dans la partie intitulée « Commentaire de l'avis de l'Autorité de protection des données », alinéa 5, ainsi que les précisions apportées par la déléguée du Ministre : « Concernant précisément la finalité poursuivie, il s'agit de permettre la comparaison entre les empreintes figurant sur la carte et celles de la personne physique qui porte la carte ; cette personne n'étant pas nécessairement le réel titulaire de la carte. Cette comparaison d'empreintes permettra de détecter notamment les look-a-like ».

⁷ Avis de l'Autorité de protection des données, n° 100/2019, 3 avril 2019, point 19.

⁸ Points 20 à 26 de l'avis de l'Autorité de protection des données n° 100/2019.

⁹ Point 27 de l'avis de l'Autorité de protection des données n° 100/2019.

Il appartient à l'auteur du projet d'être particulièrement attentif à ces questions. Il lui revient en conséquence de réexaminer la pertinence de la présence d'un code-barres bidimensionnel sur la carte d'identité au regard des finalités pouvant être légitimement poursuivies et des observations qui précèdent. S'il maintient ce code-barres, il lui incombera de préciser qui peut y avoir accès et à quelles fins, en vue d'assurer au mieux la protection de la vie privée au regard du traitement ultérieur de ces données.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

1. Pour ce qui concerne les modifications apportées à l'arrêté royal du 25 mars 2003, le projet à l'examen se donne pour fondement les articles 6 et 6ter de la loi du 19 juillet 1991¹⁰.

Dès lors que l'article 6 de cette loi contient plusieurs habilitations au Roi, il convient de se référer plus précisément aux subdivisions de cet article qui contiennent les habilitations mises en œuvre par le projet, à savoir son paragraphe 2, alinéa 3, 8°, et ses paragraphes 7 et 9.

Par ailleurs le visa de l'article 6ter de la loi du 19 juillet 1991 sera précisé par une référence à l'alinéa 4 de cette disposition.

L'alinéa 2 sera complété en conséquence.

2. Pour ce qui concerne les modifications apportées à l'arrêté royal du 19 avril 2014 'relatif aux cartes d'identité délivrées par les postes consulaires de carrière', le projet trouve son fondement dans l'article 39 du Code consulaire, combiné avec l'article 108 de la Constitution¹¹, pour la mention duquel il est par ailleurs renvoyé à l'observation générale n° 1.

DISPOSITIF

Article 2

L'article 2 remplace l'article 1^{er}, alinéa 3, de l'arrêté royal du 25 mars 2003 afin d'imposer la présentation de la carte d'identité ou de l'attestation de déclaration de perte ou de vol à « l'huissier de justice chargé de la signification d'un exploit, au sens de l'article 32 du Code judiciaire, ou aux personnes chargées de la remise de la copie d'un tel exploit ».

¹⁰ Voir l'article 22 de la loi du 25 novembre 2018 'portant des dispositions diverses concernant le Registre national et les registres de population', qui modifie l'intitulé de la loi du 19 juillet 1991.

¹¹ Avis n° 55.609/4 donné le 27 mars 2014 sur un projet devenu l'arrêté royal du 19 avril 2014 'relatif aux cartes d'identité délivrées par les postes consulaires de carrière' (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/55609.pdf>).

Selon le commentaire de l'article, la modification en projet est justifiée par les « modifications apportées au Code judiciaire, plus précisément en ce qui concerne la signification d'un exploit d'huissier », cette notion étant définie « non plus à l'article 37, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du Code judiciaire mais à l'article 32 du même Code ».

On relèvera toutefois que, depuis l'abrogation de l'article 37 du Code judiciaire, lorsqu'un huissier n'a pu signifier un exploit à personne et n'a pas pu non plus remettre de copie de l'acte à une autre personne comme indiqué à l'article 35 du Code judiciaire, la signification consiste à déposer une copie de l'exploit au domicile ou à la résidence du destinataire conformément à ce que prévoit l'article 38 du même Code.

L'hypothèse dans laquelle des personnes seraient chargées de la remise d'une copie d'un tel exploit, comme le prévoyait l'article 37 du Code judiciaire en matière pénale, n'existe donc plus¹².

Par conséquent, à l'article 2, il convient de supprimer les termes « , ou aux personnes chargées de la remise de la copie d'un tel exploit ».

Article 4

1. La question se pose de savoir si, à l'article 3, § 3, alinéa 4, seconde phrase, en projet (article 4, 4^o, du projet), il n'y a pas lieu d'habiliter également les ministres à déterminer le format de la photographie du document de base, dès lors spécialement que la deuxième phrase actuelle de cet alinéa, qui porte sur ce format, sera omise de l'ordre juridique par l'effet de son remplacement à l'article 4, 4^o, du projet.

2. L'article 3, § 4, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 25 mars 2003 prévoit actuellement que « [l]es informations du document de base sont reprises sur la carte d'identité ». L'article 4, 8^o, du projet tend à modifier cette disposition afin qu'elle dispose dorénavant comme suit :

« Les informations légales nécessaires sont reprises sur la carte d'identité ».

Dès lors que le document de base doit, selon l'article 3, § 3, alinéa 3, de l'arrêté royal du 25 mars 2003, comprendre « les mentions légales qui doivent être reprises sur la carte d'identité », la section de législation n'aperçoit pas de prime abord la portée de la modification en projet.

Selon le commentaire de l'article, il serait « plus adéquat de préciser que seules ' les informations légales nécessaires ' sont effectivement reprises sur la carte d'identité ». Ceci semble indiquer que l'intention est de ne pas reprendre sur la carte tout ce qui est mentionné sur le document de base mais uniquement certains éléments, à savoir les « mentions légales nécessaires ».

¹² Sur les raisons pour lesquelles la distinction entre la signification en matière pénale et la signification dans les autres matières a été supprimée, voir l'exposé des motifs de la loi du 6 avril 2010, *Doc. parl.*, Chambre, 2007-2008, n° 1211/01, pp. 3 à 10.

Interrogée sur la portée de ces termes, la déléguée du Ministre a précisé ce qui suit :

« Par les termes ‘informations légales nécessaires’, sont visées non seulement celles prévues par la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population [...] mais également celles qui seraient imposées par un règlement européen ».

Compte tenu de ces éléments et pour mieux rendre compte de l'intention indiquée dans le commentaire de l'article, mieux vaudrait prévoir que « seules les informations légales ou imposées par un règlement européen sont reprises sur la carte d'identité ». Le rapport au Roi gagnerait en outre à donner des exemples concrets de ce qui est ainsi envisagé.

3. L'article 3, § 5, alinéa 1^{er}, en projet (article 4, 10°, du projet) charge les ministres ayant en charge les Affaires étrangères, l'Intérieur et l'Accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, chacun pour ce qui le concerne, de déterminer la date à partir de laquelle les empreintes digitales devront figurer sur les cartes d'identité et cartes d'étrangers. Une telle disposition revient à confier à chacun des ministres l'entrée en vigueur d'une partie de l'arrêté en projet.

Une telle compétence ne peut en principe être déléguée à un ministre, la date à laquelle le dispositif en projet entre en vigueur n'étant pas une matière accessoire ou de détail mais un élément essentiel de celui-ci ¹³.

Dans ce cadre, l'attention de l'auteur du projet est attirée sur ce que l'obligation de prévoir des empreintes digitales a été insérée à l'article 6 de la loi du 19 juillet 1991 par l'article 27 de la loi du 25 novembre 2018 ‘portant des dispositions diverses concernant le Registre national et les registres de population’, qui est entré en vigueur le 23 décembre 2018 ¹⁴. Il résulte de l'article 108 de la Constitution, qui charge le Roi de faire les règlements et arrêtés nécessaires pour l'exécution des lois, sans pouvoir jamais ni suspendre les lois elles-mêmes ni dispenser de leur exécution, que le Roi doit prendre les arrêtés d'exécution nécessaires dans un délai raisonnable.

L'article 5, § 3, alinéa 1^{er}, en projet sera donc omis.

Article 5

À l'article 3/1, première phrase, en projet, il y a lieu, semble-t-il, de remplacer les mots « ledit document » par les mots « cette carte ».

¹³ Voir l'avis n° 61.848/1/V donné le 27 juillet 2017 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 28 septembre 2017 ‘organisant une aide régionale à la constitution d'une garantie locative en matière de logement’, l'observation n° 7, www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/61848.pdf.

¹⁴ En l'absence de date d'entrée en vigueur spécifiquement prévue dans la loi, celle-ci est en effet entrée en vigueur le dixième jour suivant celui de sa publication au *Moniteur belge* conformément à l'article 4, alinéa 2, de la loi du 31 mai 1961 ‘relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires’.

De même, dans la seconde phrase, il y a lieu de remplacer les mots « le document n'est pas délivré » par les mots « celle-ci n'est pas délivrée ».

Article 6

Au 1^o, il serait préférable de faire du texte en projet un 7^o de l'article 5, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 25 mars 2003.

Article 7

1. À l'article 6, § 1^{er}, en projet de l'arrêté royal du 25 mars 2003, selon que la déclaration de perte, vol ou destruction est faite auprès de l'administration communale ou auprès du *Helpdesk* du Registre national, la procédure prévoit respectivement la mise hors service des certificats de la carte par le prestataire de service de certification ou le retrait des fonctions électroniques de la carte par le *Helpdesk*.

Interrogée sur ces différences, la déléguée du Ministre a apporté les précisions suivantes :

« Concernant le retrait des fonctions électronique, l'arrêté en projet présente effectivement une incohérence quant à l'instance qui retire les fonctions électroniques selon que la déclaration d'une carte perdue, volée ou détruite est faite auprès de la commune ou au *Helpdesk*.

Or, dans tous les cas, il appartient au prestataire de service de certification de mettre hors service les certificats de la carte perdue, volée ou détruite, soit à la demande de la commune, soit à celle du *Helpdesk* ».

Comme en a convenu la déléguée du Ministre, l'article 6, § 1^{er}, en projet sera revu en conséquence. Dans ce cadre, l'article 6, § 2, qui vise l'hypothèse d'une déclaration de perte, vol ou destruction auprès des services de police sera également réexaminé puisqu'il charge le *Helpdesk* de retirer les fonctions électroniques de la carte.

2. En ce qui concerne les suites à donner lorsque l'on retrouve une carte d'identité déclarée perdue, volée ou détruite, l'article 6, § 4, deuxième phrase, en projet de l'arrêté royal du 22 mars 2003 précise qu'« il en est de même en ce qui concerne la carte d'étranger ou le titre de séjour ».

Pour ce qui concerne le titre de séjour, mieux vaudrait prévoir explicitement ces suites dans une disposition modificative de l'article 36bis de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 'sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers'.

Articles 9 et 10

L'article 39, alinéa 2, du Code consulaire prévoit déjà que « la carte d'identité délivrée par un poste consulaire présente des caractéristiques identiques à celles visées dans la loi du 19 juillet 1991 précitée ».

Il n'est ainsi pas nécessaire de le rappeler à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, en projet de l'arrêté royal du 19 avril 2014 ni de préciser, à l'article 1/1, alinéa 2, en projet, que la carte d'identité contient « aussi les empreintes digitales du titulaire »¹⁵, ce qui ne sera d'ailleurs pas toujours le cas, compte tenu de la possibilité d'en être dispensé dans certaines hypothèses.

Article 12

L'article d'exécution doit être rédigé conformément aux règles de la légistique formelle¹⁶. Il y a lieu en conséquence, parmi les adaptations à apporter à la disposition à l'examen, d'omettre les mots « et européennes ».

*

¹⁵ Voir l'avis n° 55.609/2.

¹⁶ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 167.

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of het ontwerp onder die beperkte bevoegdheid valt, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van alle feitelijke gegevens die de regering in aanmerking kan nemen als zij moet beoordelen of het nodig is een verordening vast te stellen of te wijzigen.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Volgens artikel 6, § 2, derde lid, 8°, van de wet van 19 juli 1991 ‘betreffende de bevolkingsregisters, de identiteitskaarten, de vreemdelingenkaarten en de verblijfsdocumenten’ maakt “het digitale beeld van de vingerafdrukken van de wijsvinger van de linker- en van de rechterhand van de houder of, in geval van invaliditeit of ongeschiktheid, van een andere vinger van elke hand” deel uit van de elektronisch leesbare gegevens van persoonlijke aard op de identiteitskaart, en wordt de Koning ermee belast “de voorwaarden en nadere regels voor het nemen van het digitale beeld van de vingerafdrukken” te bepalen.

Die bepaling volstaat er dus mee te voorzien in de mogelijkheid dat in geval van invaliditeit of ongeschiktheid vingerafdrukken van andere vingers dan de wijsvingers worden genomen, maar vermeldt niet de mogelijkheid dat identiteitskaarten zonder vingerafdrukken worden afgegeven.

Het ontworpen artikel 3, § 5, van het koninklijk besluit van 25 maart 2003 ‘betreffende de identiteitskaarten’ (artikel 4, 10°, van het ontwerp) voert daarentegen een regeling in waarbij vrijstelling wordt verleend van het nemen van vingerafdrukken, hetzij definitief voor “personen bij wie het nemen van vingerafdrukken permanent fysiek onmogelijk is”, hetzij tijdelijk “[i]ndien er tijdelijk van geen enkele vinger een afdruk kan worden gemaakt om een fysieke reden”. De klaarblijkelijke aard van die onmogelijkheid dient te worden beoordeeld door het gemeentebestuur, en in geval van twijfel moet een medisch attest van minder dan één maand oud worden overgelegd.

De vraag rijst of een dergelijke vrijstellingsregeling, waarin de wetgever niet uitdrukkelijk heeft voorzien en waarvoor de Koning dus geen enkele machtiging heeft gekregen, in het ontworpen besluit kan worden bepaald op basis van de algemene uitvoeringsbevoegdheid die bij artikel 108 van de Grondwet aan de Koning wordt verleend. Die bepaling luidt als volgt:

“De Koning maakt de verordeningen en neemt de besluiten die voor de uitvoering van de wetten nodig zijn, zonder ooit de wetten zelf te mogen schorsen of vrijstelling van hun uitvoering te mogen verlenen.”

In dat kader moet de Koning uit de algemene opzet van de wet de conclusies trekken die daaruit logischerwijze voortvloeien, zonder dat hij daarbij de draagwijdte van de wet kan verruimen of inperken, en dit volgens de geest die aan de opvatting van de wet ten grondslag heeft gelegen en volgens de doelstellingen die de wet nastreeft.¹

Hoewel de wetgever niet uitdrukkelijk heeft voorzien in een vrijstelling ingeval het fysiek onmogelijk is enige vingerafdruk te nemen, kan daaruit evenwel niet worden geconcludeerd dat hij die mogelijkheid heeft willen uitsluiten, noch dat de Koning zou worden verboden er de contouren van aan te geven. Enerzijds kan uit de machtiging die de Koning is verleend om “de voorwaarden en modaliteiten te bepalen voor het nemen van het digitale beeld van de vingerafdrukken” namelijk worden afgeleid dat de wetgever wenste dat de Koning kan bepalen welke regeling toepasselijk is. Anderzijds blijkt uit de parlementaire voorbereiding van de wet van 25 november 2018 dat de wetgever ook van plan was rekening te houden met wat op Europees niveau gaande was.² In dat verband merkt de afdeling Wetgeving echter op dat verordening (EU) 2019/1157 van het Europees Parlement en de Raad van 20 juni 2019 ‘betreffende de versterking van de beveiliging van identiteitskaarten van burgers van de Unie en van verblijfsdocumenten afgegeven aan burgers van de Unie en hun familieleden die hun recht van vrij verkeer uitoefenen’, die vanaf 2 augustus 2021 van toepassing zal zijn, voorziet in gevallen van definitieve en tijdelijke vrijstellingen wanneer het fysiek onmogelijk is vingerafdrukken te nemen.³

In die context kan worden aanvaard dat de Koning, steunend op artikel 108 van de Grondwet gecombineerd met artikel 6 van de wet van 19 juli 1991, een regeling doorvoert van vrijstellingen ingeval het fysiek onmogelijk is om vingerafdrukken te nemen.

Aan de aanhef moet bijgevolg een nieuw eerste lid worden toegevoegd, dat naar artikel 108 van de Grondwet verwijst.

¹ Cass. 18 november 1924, *Pas.* 1925, I, 25, en 23 september 1993, *Pas.* 1993, I, 744; zie bijvoorbeeld ook advies 59.732/2/V, op 24 augustus 2016 gegeven over een ontwerp van koninklijk besluit ‘tot het bepalen, bij het autonoom overheidsbedrijf belgocontrol, van de voorwaarden tot toekenning van een disponibiteit met wachtgeld en een verlof voorafgaand aan het pensioen met wachtgeld’ (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/59732.pdf>).

² Zie het verslag van de commissie, *Parl.St.* Kamer 2018-2019, nr. 3256/003, 30-31.

³ Artikel 3, lid 7, derde alinea, van die verordening stelt: “Personen bij wie het nemen van vingerafdrukken fysiek onmogelijk is, worden vrijgesteld van de verplichting om vingerafdrukken te laten nemen”, terwijl artikel 4, lid 3, van de verordening voorziet in de afgifte van een identiteitskaart met een geldigheidsduur van maximaal twaalf maanden “[i]ndien er tijdelijk van geen enkele vinger een afdruk kan worden gemaakt om een fysieke reden”.

2. Krachtens artikel 22 van de Grondwet geldt voor elke verwerking van persoonsgegevens en, meer in het algemeen, voor elke schending van het recht op het privéleven, dat het legaliteitsbeginsel dient te worden nageleefd. De inmenging in het recht op eerbiediging van het privéleven moet in duidelijke en voldoende nauwkeurige bewoordingen worden geformuleerd zodat de gevallen waarin de wetgever een dergelijke inmenging toestaat voorzienbaar zijn. Elke inmenging in het recht op eerbiediging van het privéleven moet bovendien steunen op een redelijke verantwoording en evenredig zijn met de door de wetgever nagestreefde doelstellingen.⁴

In casu heeft de wetgever in artikel 6, § 2, derde lid, 8°, van de wet van 19 juli 1991 voorgeschreven dat de vingerafdrukken voorkomen bij de elektronisch leesbare gegevens van de identiteitskaarten, met als voornaamste oogmerk de bestrijding van identiteitsfraude.⁵ Het ontworpen besluit, dat hetzelfde doel nastreeft, legt die bepaling ten uitvoer.⁶

De evenredigheid van de maatregelen waarin het ontwerpbesluit voorziet, moeten dus in het licht van dat doeleinde worden beoordeeld. In dat verband wijst de afdeling Wetgeving op de volgende moeilijkheden.

Wanneer een burger instemt met het uitlezen van zijn identiteitskaart, heeft hij, zoals de Gegevensbeschermingsautoriteit stelt,⁷ geen enkele garantie dat de informatie die wordt gelezen, niet ook wordt opgeslagen. Het ontwerp dient, wat dat betreft, te worden aangevuld, ofwel dient op zijn minst in het verslag aan de Koning te worden gepreciseerd hoe die moeilijkheid zal worden verholpen.

Het ontworpen artikel 3, § 1, eerste lid, (artikel 4 van het ontwerp) voorziet in een tweedimensionale barcode. Het ontwerp is na het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit weliswaar aangevuld zodat het aangeeft welke gegevens via die barcode toegankelijk zijn (Rijksregisternummer, geboortedatum, nummer en uiterste geldigheidsdatum van de identiteitskaart), maar het vermeldt niet welke personen daar toegang toe kunnen hebben noch in

⁴ Zie onder meer advies 63.192/2, op 19 april 2018 gegeven over een voorontwerp dat heeft geleid tot de wet van 30 juli 2018 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens’ (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/63192.pdf>) en advies 63.202/2, op 28 april 2018 gegeven over een voorontwerp dat heeft geleid tot de wet van 5 september 2018 ‘tot oprichting van het informatieveiligheidscomité en tot wijziging van diverse wetten betreffende de uitvoering van verordening (EU) 2016/679 van 27 april 2016 van het Europees Parlement en de Raad betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van richtlijn 95/46/EG’ (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/63202.pdf>).

⁵ Zie de commentaar op artikel 27 van het ontwerp dat heeft geleid tot de wet van 25 november 2018 ‘houdende diverse bepalingen met betrekking tot het Rijksregister en de bevolkingsregisters’, *Parl.St.* Kamer 2017-18, nr. 54-3256/001, 34, en het verslag namens de commissie voor de Binnenlandse Zaken, de Algemene Zaken en het Openbaar Ambt, *Parl.St.* Kamer 2018-19, nr. 54-3256/003, 30 e.v.

⁶ Zie de uitleg in het vijfde lid van het gedeelte “Commentaar van het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit” in het verslag aan de Koning, alsook de volgende preciseringen die de gemachtigde van de minister heeft gegeven: “Concernant précisément la finalité poursuivie, il s’agit de permettre la comparaison entre les empreintes figurant sur la carte et celles de la personne physique qui porte la carte; cette personne n’étant pas nécessairement le réel titulaire de la carte. Cette comparaison d’empreintes permettra de détecter notamment les look-a-like”.

⁷ Advies 100/2019 van de Gegevensbeschermingsautoriteit van 3 april 2019, punt 19.

welke omstandigheden. Gelet op de gegevens in kwestie valt dus niet uit te sluiten dat een dergelijke barcode identiteitsfraude op het internet in de hand kan werken, wat haaks zou staan op het nagestreefde doel.

De Gegevensbeschermingsautoriteit heeft in haar onderzoek van die kwesties immers het volgende geconcludeerd:⁸

“Het risico dat de barcode identiteitsfraude op het Internet bevordert, is dus reëel en staat dus haaks op wat men met de operatie wenst te bereiken. In de [gegevensbeschermingseffectbeoordeling] die werd bezorgd, werd geen enkele aandacht besteed aan dit aspect, niettegenstaande de potentieel schadelijke gevolgen voor de rechten en vrijheden van de betrokkene.”⁹

De steller van het ontwerp dient aan die kwesties bijzondere aandacht te besteden. Hij moet dus opnieuw onderzoeken of de tweedimensionale barcode op de identiteitskaart relevant is ten aanzien van de doeleinden die op legitieme wijze kunnen worden nagestreefd en in het licht van de voorgaande opmerkingen. Als hij die barcode handhaaft, moet hij preciseren wie er toegang toe kan hebben en met welk doel, zodat het privéleven zo goed mogelijk kan worden beschermd in het licht van de latere verwerking van die gegevens.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

1. Wat betreft de wijzigingen die in het koninklijk besluit van 25 maart 2003 worden aangebracht, geeft het voorliggende ontwerp de artikelen 6 en 6ter van de wet van 19 juli 1991 als rechtsgrond op.¹⁰

Aangezien artikel 6 van die wet meerdere machtigingen aan de Koning bevat, dient nauwkeuriger te worden verwezen naar de onderverdelingen van dat artikel waarin de machtigingen worden vermeld die het ontwerp te uitvoer legt, namelijk paragraaf 2, derde lid, 8°, en de paragrafen 7 en 9.

Voorts moet in de aanhefverwijzing naar artikel 6ter van de wet van 19 juli 1991 nader worden aangegeven dat het om het vierde lid van die bepaling gaat.

Het tweede lid moet dienovereenkomstig worden aangevuld.

⁸ Advies 100/2019 van de Gegevensbeschermingsautoriteit, punten 20 tot 26.

⁹ Advies 100/2019 van de Gegevensbeschermingsautoriteit, punt 27.

¹⁰ Zie artikel 22 van de wet van 25 november 2018 ‘houdende diverse bepalingen met betrekking tot het Rijksregister en de bevolkingsregisters’, waarbij het opschrift van de wet van 19 juli 1991 wordt gewijzigd.

2. Wat betreft de wijzigingen die worden aangebracht in het koninklijk besluit van 19 april 2014 ‘aangaande de identiteitskaarten afgegeven door de consulaire beroepsposten’, ontleent het ontwerp zijn rechtsgrond aan artikel 39 van het Consulair Wetboek in combinatie met artikel 108 van de Grondwet;¹¹ voor de vermelding van die laatste bepaling wordt overigens naar algemene opmerking 1 verwezen.

DISPOSITIEF

Artikel 2

Bij artikel 2 wordt artikel 1, derde lid, van het koninklijk besluit van 25 maart 2003 vervangen zodat “aan de gerechtsdeurwaarder die belast is met de betekening van een exploit, in de zin van artikel 32 van het Gerechtelijk Wetboek, of aan de personen die belast zijn met de afgifte van het afschrift van een dergelijk exploit”, de identiteitskaart of het attest van aangifte van verlies of diefstal moet worden voorgelegd.

Volgens de commentaar op het artikel wordt de ontworpen wijziging gerechtvaardigd door de “wijzigingen aangebracht in het Gerechtelijk Wetboek, om preciezer te zijn, wat de betekening van een deurwaardersexploit betreft”, aangezien dat begrip “niet meer (...) in artikel 37, § 1, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek, maar in artikel 32 van hetzelfde Wetboek [gedefinieerd wordt]”.

Er moet evenwel op gewezen worden dat, sinds de opheffing van artikel 37 van het Gerechtelijk Wetboek, de betekening overeenkomstig het bepaalde in artikel 38 van hetzelfde wetboek bestaat in het achterlaten van een afschrift van het exploit aan de woonplaats of aan de verblijfplaats van de geadresseerde, wanneer het voor een deurwaarder niet mogelijk gebleken is een exploit aan de persoon te betekenen en hij evenmin een andere persoon een afschrift van de akte ter hand heeft kunnen stellen, zoals vermeld in artikel 35 van het Gerechtelijk Wetboek.

De mogelijkheid waarin artikel 37 van het Gerechtelijk Wetboek in strafzaken voorzag, namelijk dat personen belast zouden worden met de afgifte van een afschrift van een dergelijk exploit, bestaat dus niet meer.¹²

Bijgevolg dienen in artikel 2 de woorden “, of aan de personen die belast zijn met de afgifte van het afschrift van een dergelijk exploit” weggelaten te worden.

¹¹ Advies 55.609/4, op 27 maart 2014 gegeven over een ontwerp dat heeft geleid tot het koninklijk besluit van 19 april 2014 ‘aangaande de identiteitskaarten afgegeven door de consulaire beroepsposten’ (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/55609.pdf>).

¹² Wat de redenen betreft waarom het onderscheid tussen de betekening in strafzaken en de betekening in andere zaken opgeheven is, zie de memorie van toelichting bij de wet van 6 april 2010, *Parl.St.* Kamer 2007-08, nr. 1211/001, 3-10.

Artikel 4

1. Met betrekking tot het ontworpen artikel 3, § 3, vierde lid, tweede zin (artikel 4, 4°, van het ontwerp) rijst de vraag of de ministers ook niet gemachtigd moeten worden om het formaat van de foto van het basisdocument te bepalen, inzonderheid aangezien de huidige tweede zin van dat lid, die op dat formaat betrekking heeft, uit de rechtsorde zal verdwijnen doordat hij wordt vervangen bij artikel 4, 4°, van het ontwerp.

2. In artikel 3, § 4, eerste lid, van het koninklijk besluit van 25 maart 2003 wordt thans bepaald dat “[d]e gegevens van het basisdocument worden opgenomen op de identiteitskaart”. Artikel 4, 8°, van het ontwerp strekt ertoe die bepaling aldus te wijzigen dat ze voortaan als volgt luidt:

“De wettelijk vereiste gegevens worden opgenomen op de identiteitskaart.”

Aangezien volgens artikel 3, § 3, derde lid, van het koninklijk besluit van 25 maart 2003 op het basisdocument “de wettelijke vermeldingen [moeten staan] die op de identiteitskaart moeten komen”, is het de afdeling Wetgeving niet onmiddellijk duidelijk wat de strekking van de ontworpen wijziging is.

Volgens de commentaar op het artikel zou het “meer adequaat [zijn] om te verduidelijken dat enkel ‘De wettelijk vereiste informatie’ daadwerkelijk opgenomen wordt op de identiteitskaart”. Dat lijkt erop te wijzen dat het niet de bedoeling is om op de kaart alles op te nemen wat op het basisdocument staat, maar enkel bepaalde gegevens, namelijk de “wettelijk vereiste vermeldingen”.

Gevraagd naar de strekking van die woorden heeft de gemachtigde van de minister het volgende gepreciseerd:

“Par les termes ‘informations légales nécessaires’, sont visées non seulement celles prévues par la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population (...) mais également celles qui seraient imposées par un règlement européen.”

Gelet op het bovenstaande en teneinde de in de commentaar op het artikel aangegeven bedoeling beter te verwoorden, zou het beter zijn te bepalen dat “Enkel de wettelijke informatie of de bij een Europese verordening voorgeschreven informatie wordt opgenomen op de identiteitskaart”. Bovendien zouden in het verslag aan de Koning beter concrete voorbeelden gegeven worden van wat daarmee bedoeld wordt.

3. Bij het ontworpen artikel 3, § 5, eerste lid (artikel 4, 10°, van het ontwerp) worden de minister bevoegd voor Buitenlandse Zaken, de minister bevoegd voor Binnenlandse Zaken en de minister bevoegd voor de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen ermee belast, elk wat hen betreft, de datum te bepalen waarop de identiteitskaarten en de vreemdelingenkaarten vingerafdrukken moeten bevatten. Een dergelijke bepaling komt erop neer dat elk van de ministers wordt belast met de inwerkingtreding van een deel van het ontworpen besluit.

Een dergelijke bevoegdheid kan in principe niet gedelegeerd worden aan een minister omdat de datum waarop de ontworpen regeling in werking treedt geen bijkomstige of detailmatige aangelegenheid is, maar een essentieel onderdeel van die regeling.¹³

In dat verband wordt de aandacht van de steller van het ontwerp erop gevestigd dat de verplichting om vingerafdrukken op te nemen, in artikel 6 van de wet van 19 juli 1991 ingevoegd is bij artikel 27 van de wet van 25 november 2018 ‘houdende diverse bepalingen met betrekking tot het Rijksregister en de bevolkingsregisters’, dat op 23 december 2018 in werking getreden is.¹⁴ Uit artikel 108 van de Grondwet, waarbij de Koning ermee belast wordt de verordeningen te maken en de besluiten te nemen die voor de uitvoering van de wetten nodig zijn, zonder ooit de wetten zelf te mogen schorsen of vrijstelling van hun uitvoering te mogen verlenen, vloeit voort dat de Koning de noodzakelijke uitvoeringsbesluiten binnen een redelijke termijn moet nemen.

Het ontworpen artikel 5, § 3, eerste lid, moet dus weggelaten worden.

Artikel 5

In het ontworpen artikel 3/1, eerste zin, lijken de woorden “dit document” vervangen te moeten worden door de woorden “die kaart”.

Zo ook dienen in de tweede zin de woorden “wordt het document niet uitgereikt” vervangen te worden door de woorden “wordt die kaart niet uitgereikt”.

Artikel 6

Wat de bepaling onder 1° betreft, zou de ontworpen tekst beter een punt 7° worden van artikel 5, § 1, van het koninklijk besluit van 25 maart 2003.

Artikel 7

1. Luidens het ontworpen artikel 6, § 1, van het koninklijk besluit van 25 maart 2003 bepaalt de procedure dat naargelang bij het gemeentebestuur dan wel bij de helpdesk van het Rijksregister aangifte gedaan wordt van verlies, diefstal of vernietiging, respectievelijk de certificaten van de kaart door de certificatedienstverlener buiten werking gesteld worden of dat de elektronische functies van de kaart door de helpdesk ingetrokken worden.

¹³ Zie advies 61.848/1/V, op 27 juli 2017 gegeven over een ontwerp dat geleid heeft tot het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 28 september 2017 ‘houdende de organisatie van gewestelijke hulp bij de samenstelling van huurwaarborg inzake huisvesting’, www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/61848.pdf, opmerking 7.

¹⁴ Doordat de wet niet in een specifieke datum van inwerkingtreding voorziet, is ze immers overeenkomstig artikel 4, tweede lid, van de wet van 31 mei 1961 ‘betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen’ in werking getreden op de tiende dag volgend op de dag van de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Naar aanleiding van een vraag over die verschillen heeft de gemachtigde van de minister de volgende verduidelijkingen gegeven:

“Concernant le retrait des fonctions électronique, l'arrêté en projet présente effectivement une incohérence quant à l'instance qui retire les fonctions électroniques selon que la déclaration d'une carte perdue, volée ou détruite est faite auprès de la commune ou au Helpdesk.

Or, dans tous les cas, il appartient au prestataire de service de certification de mettre hors service les certificats de la carte perdue, volée ou détruite, soit à la demande de la commune, soit à celle du Helpdesk.”

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat het ontworpen artikel 6, § 1, dienovereenkomstig herzien moet worden. In dat verband moet artikel 6, § 2, dat betrekking heeft op het geval waarin bij de politiediensten aangifte gedaan wordt van verlies, diefstal of vernietiging, eveneens opnieuw onderzocht worden, aangezien die bepaling de helpdesk ermee belast de elektronische functies van de kaart in te trekken.

2. Over wat er te doen staat wanneer een identiteitskaart teruggevonden wordt waarvoor aangifte van verlies, diefstal of vernietiging gedaan werd, staat in het ontworpen artikel 6, § 4, tweede zin, van het koninklijk besluit van 22 maart 2003 te lezen dat “[h]etzelfde geldt voor de vreemdelingenkaart of de verblijfstitel”.

Wat de verblijfstitel betreft, zou het beter zijn in een bepaling tot wijziging van artikel 36*bis* van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 ‘betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen’ expliciet te vermelden wat dient te gebeuren.

Artikelen 9 en 10

In artikel 39, tweede lid, van het Consulaire Wetboek wordt reeds bepaald dat “[d]e door de consulaire post afgegeven identiteitskaart (...) identieke kenmerken [draagt] als deze bedoeld in voormelde wet van 19 juli 1991”.

Het is derhalve niet noodzakelijk om dit te herhalen in het ontworpen artikel 1, eerste lid, van het koninklijk besluit van 19 april 2014 en ook niet om in het ontworpen artikel 1/1, tweede lid, te preciseren dat de identiteitskaart “ook de vingerafdrukken van de houder” bevat,¹⁵ wat trouwens niet steeds het geval zal zijn, aangezien het in bepaalde gevallen mogelijk is om daarvan vrijgesteld te worden.

¹⁵ Zie advies 55.609/2.

Artikel 12

De uitvoeringsbepaling moet overeenkomstig de regels van de wetgevingstechniek¹⁶ opgesteld worden. Bij de aanpassingen die in de voorliggende bepaling aangebracht moeten worden, dienen de woorden “en Europese Zaken” bijgevolg weggelaten te worden.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Pierre VANDERNOOT

¹⁶ *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 167.